



Fonction publique : moins présente dans l'Ain

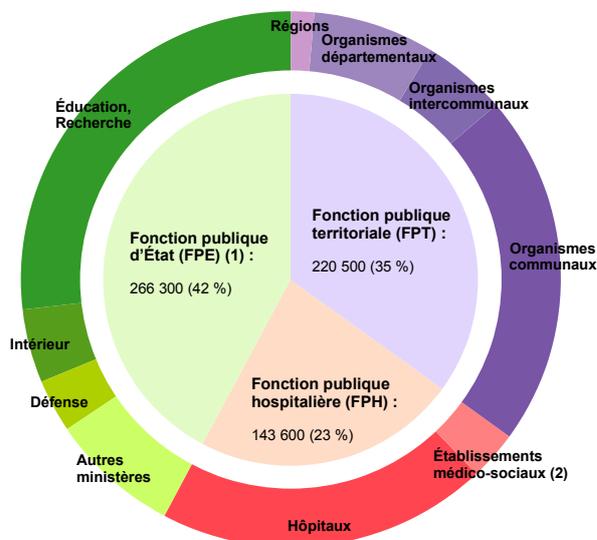
Fin 2015, plus de 630 000 personnes travaillent dans la fonction publique en Auvergne-Rhône-Alpes. Plus de quatre sur dix sont employées par l'État, mais les versants territoriaux et hospitaliers emploient aussi un personnel important. Avec 80 agents publics pour 1 000 habitants, Auvergne-Rhône-Alpes est peu administrée en comparaison des autres régions françaises. L'Ain se situe notamment dans le bas du classement des départements français, à l'inverse du Puy-de-Dôme où l'emploi public est très présent.

Grégoire Gauthey, Anna Simon, Insee

Au 31 décembre 2015, un peu plus d'un salarié sur cinq travaille au sein de la fonction publique d'Auvergne-Rhône-Alpes (22 %). Celle-ci emploie 630 400 personnes sous des statuts divers (fonctionnaire, militaire, contractuel, contrat aidé...) et selon trois versants : fonction publique d'État, territoriale et hospitalière (figure 1).

1 Agents communaux : plus d'un cinquième de la fonction publique régionale

Effectifs dans la fonction publique régionale par versant en 2015



(1) y compris établissements publics nationaux.

(2) y compris établissements d'hébergement pour personnes âgées.

Champ d'étude : postes principaux au 31 décembre 2015, y compris contrats aidés.

Source : Insee, Siasp 2015

L'État, premier employeur public

La fonction publique d'État (FPE) est le plus important d'entre eux. Il représente 42 % des emplois publics de la région, comme dans la France de province. Ses 266 300 agents travaillent majoritairement pour le ministère de l'Éducation,

de l'Enseignement supérieur et de la recherche¹ (51 %²). Viennent ensuite les ministères de l'Intérieur et de la Défense, dont dépendent notamment les gendarmes et les autres militaires. Certains établissements publics nationaux, comme les universités ou Pôle emploi, sont aussi rattachés à la FPE.

La fonction publique territoriale (FPT) regroupe 35 % des effectifs publics régionaux. Les organismes communaux en représentent le plus gros volume d'emplois (61 %), suivis des organismes départementaux (21 %, y compris Métropole de Lyon) et intercommunaux (14 %). La Région ne pèse que 4 % des effectifs du versant.

Enfin, près d'un quart des salariés du secteur public (23 %) composent la fonction publique hospitalière (FPH). Ces agents, principalement du personnel soignant, travaillent au sein d'hôpitaux, de maisons de retraite ou d'autres établissements médico-sociaux publics.

Une région peu administrée dans l'ensemble

Dans la région, le poids du secteur public dans l'emploi salarié est plus faible qu'en moyenne de province (24 %). Il est également faible au regard de la population. Avec 80 agents publics pour 1 000 habitants, Auvergne-Rhône-Alpes possède le taux d'administration le plus bas après les Pays de la Loire. Elle ne se situe cependant que 3 points en dessous de la France de province, très proche de régions comme Centre-Val de Loire, Hauts-de-France et Normandie.

La région compte un peu moins d'agents publics d'État qu'en moyenne (10^e rang des régions métropolitaines avec 34 emplois dans la FPE pour 1 000 habitants). Cela s'explique essentiellement par le moindre poids des effectifs du ministère de la Défense dans la région, notamment dans la Loire, la Haute-Loire et l'Ardèche. L'implantation des sites militaires repose sur des critères spécifiques, décidés nationalement, et non sur une logique de proximité de la population. Les agents de la FPT sont aussi légèrement moins nombreux qu'en France de

1 En 2015, l'Éducation nationale et l'Enseignement supérieur étaient regroupés au sein d'un même ministère.

2 Hors établissements publics nationaux.

province au regard de la population (28 agents publics pour 1 000 habitants contre 29). Enfin, malgré de grosses disparités départementales, la FPH régionale est présente dans des proportions comparables à celles observées au niveau de la France de province (18 %).

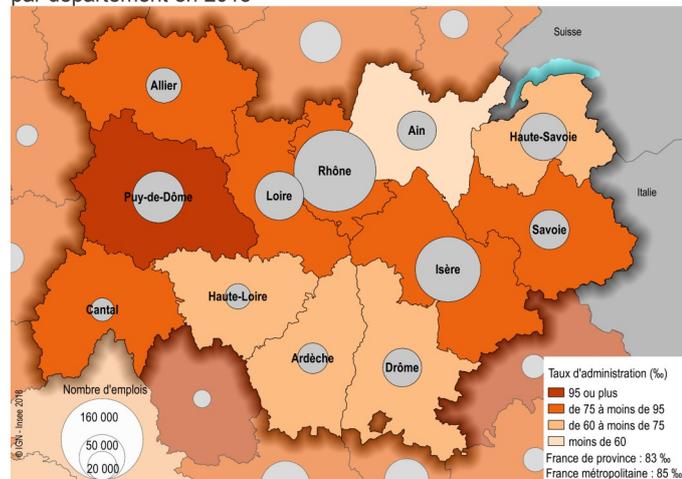
L'Ain en retrait des autres départements

Ce moindre poids de la fonction publique tient notamment à la situation de l'Ain, département le moins administré de France. Néanmoins, la Haute-Savoie, la Haute-Loire et l'Ardèche comptent aussi parmi les dix départements français où le taux d'administration est le plus faible. Les écarts sont significatifs entre les douze départements de la région. Celui du Puy-de-Dôme, le plus administré d'entre eux, compte ainsi 99 agents publics pour un millier d'habitants, soit 41 de plus que l'Ain (figure 2).

Une partie de ces écarts s'explique d'abord par la concentration au sein des grandes métropoles de très grosses structures publiques telles que les universités ou les centres hospitaliers universitaires (CHU). Localement, ceux-ci emploient plusieurs milliers de personnes. Les départements du Puy-de-Dôme et du Rhône bénéficient d'un socle d'emplois supplémentaire lié au statut particulier de chefs-lieux de région en 2015. Ils regroupent notamment les services déconcentrés de

2 Plus de la moitié des emplois publics localisés dans le Rhône, l'Isère et le Puy-de-Dôme

Nombre d'emplois publics et taux d'administration pour 1 000 habitants par département en 2015



Champ d'étude : postes principaux au 31 décembre 2015, y compris contrats aidés.
Sources : Insee, Siasp 2015, Recensement de la population 2015

Source

Le **Système d'information sur les agents publics (Siasp)**, produit par l'Insee depuis 2009, recense les données sur l'emploi et les rémunérations des agents sur les trois versants de la fonction publique (fonction publique d'État, fonction publique hospitalière, fonction publique territoriale).

Le périmètre de la fonction publique recouvre les personnes morales et organismes soumis au droit administratif dans lesquels le recrutement se fait sur la base du droit public. La détermination de chacun des versants s'appuie essentiellement sur la catégorie juridique de l'employeur.

Insee Auvergne-Rhône-Alpes
165 rue Garibaldi - BP 3184
69401 Lyon cedex 03

Directeur de la publication :
Jean-Philippe Grouthier

Rédaction en chef :
Aude Lécroart
Philippe Mossant

ISSN : 2493-1462

©Insee 2018

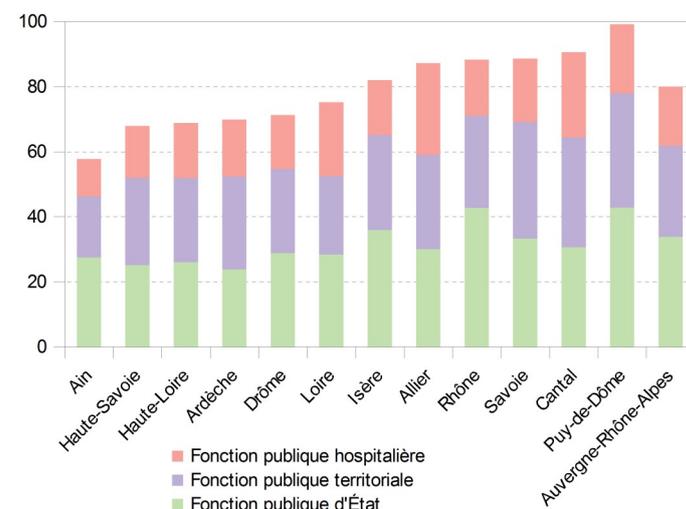
Pour en savoir plus

- « L'emploi dans la fonction publique en 2016 », *Insee Première* n° 1691, mars 2018
- « L'emploi dans la fonction publique en Auvergne en 2011 », *Insee Repères* n° 72, décembre 2013
- « L'emploi public en Rhône-Alpes est concentré dans les grandes villes », *La Lettre Analyses* n° 170, Insee Rhône-Alpes, avril 2012

l'État, le personnel administratif de la collectivité régionale et abritent chacun un rectorat d'académie. Ainsi, le Puy-de-Dôme et le Rhône possèdent, de loin, les taux d'administration dans la FPE les plus élevés de la région avec 43 agents publics pour 1 000 habitants, contre 34 en moyenne régionale (figure 3).

3 Une présence publique très variable entre les départements de la région

Taux d'administration pour 1 000 habitants par département en 2015



Champ d'étude : postes principaux au 31 décembre 2015, y compris contrats aidés.
Sources : Insee, Siasp 2015, Recensement de la population 2015

Les zones périurbaines peuvent bénéficier de l'offre de services publics présente dans les grandes villes. C'est pourquoi elles affichent généralement un taux d'administration plus faible. C'est typiquement le cas de l'Ain (58 %), partagé entre l'influence de Lyon et celle de Genève. L'offre hospitalière y est particulièrement faible, même si la jeunesse et le niveau de vie plutôt élevé de la population peuvent modérer la demande de soins et l'aide sociale. Il est probable également que l'emploi public ne s'ajuste qu'avec retard à l'évolution très dynamique de sa population. Sur la période récente, la situation tend cependant à se rééquilibrer. Entre 2011 et 2015, la hausse de l'emploi public a été supérieure à celle de la population (+ 7,8 % contre + 4,6 %). Le département de la Haute-Savoie présente des similitudes avec celui de l'Ain et affiche aussi un faible taux d'administration (68 %).

Certains départements ruraux faiblement peuplés possèdent au contraire des taux d'administration assez élevés. Dans le Cantal par exemple, la population relativement âgée nécessite la présence de services hospitaliers et de structures d'hébergement ; la FPH y est donc très implantée. L'administration territoriale y est aussi plus présente qu'en moyenne. Il se classe ainsi au 2^e rang des départements de la région pour le nombre d'emplois publics par habitant (91 %). Le taux d'administration dans la FPH est également très élevé dans l'Allier, doté de trois pôles urbains équipés d'hôpitaux. La Haute-Loire et l'Ardèche ne disposent pas de cette armature urbaine et cumulent des taux inférieurs à la moyenne de province dans les trois versants. Les marges de ces départements sont aussi sous l'influence de Saint-Étienne d'une part et de Valence et Montélimar d'autre part. ■

